

PAKISTAN

**Il faut que cessent les
arrestations de militants
politiques pacifiques**

Index AI : : ASA 33/006/00

Amnesty International a déclaré aujourd'hui (vendredi 7 juillet 2000) que les arrestations dont ont été victimes avant l'aube, aux alentours de Lahore et dans cette ville même, de très nombreux militants de la *Pakistan Muslim League* (PML, Ligue musulmane du Pakistan), alors qu'une manifestation devait avoir lieu le 8 juillet, portaient gravement atteinte aux droits humains les plus élémentaires.

En avril 2000, le chef de l'exécutif avait promis « la création d'un environnement dans lequel chaque Pakistanais pourra mener une vie libre et digne ».

« L'arrestation arbitraire de militants politiques pacifiques est contraire à cette promesse, a déclaré l'Organisation. Le droit à la liberté d'expression et

d'association doit être respecté et toutes les personnes incarcérées pour avoir exercé ce droit doivent être immédiatement libérées. Le gouvernement du Pakistan doit lever l'interdiction des activités politiques publiques qui est entrée en vigueur en mars 2000. »

Rappel des faits

Les dirigeants de la PML ont indiqué que 300 membres du parti, parmi lesquels d'anciens parlementaires, avaient été arrêtés sans avoir été inculpés et que les arrestations se poursuivaient. Des sources au ministère de l'Intérieur du Pendjab auraient confirmé aux médias que 93 membres de la PML avaient été appréhendés pour empêcher que ne se déroule la marche organisée par l'épouse de l'ancien premier ministre Nawaz Sharif.

Kulsoom Nawaz avait déclaré qu'elle voulait conduire une marche de Peshawar à Lahore le 8 juillet pour recueillir des dons pour les victimes de la sécheresse dans le Sind et le Baloutchistan. Kulsoom Nawaz occupe une place importante sur la scène politique depuis le renversement du gouvernement de son mari, l'incarcération de ce dernier pour détournement d'avion et son jugement pour corruption ●

Pour obtenir de plus amples informations, veuillez contacter le service de presse d'Amnesty International, à Londres, au 44 (0) 207 413 5566 ou consulter notre site web :

<http://www.amnesty.org>

